



Lettre ouverte aux élu(e)s de Picardie

Madame, Monsieur, cher(e) collègue,

Comme vous le savez, la « commission Balladur » est chargée de proposer une nouvelle réforme des collectivités territoriales.

Au moment où s'approfondit une des plus graves crises économiques et sociales que notre pays ait connue, la mobilisation de tous les acteurs publics est indispensable pour répondre concrètement aux difficultés du présent et préparer un autre avenir. Et il appartient à chacun d'y contribuer selon sa place, son rôle et sa capacité.

Cela mérite un vrai débat auquel nous voulons, bien entendu, participer, comme nous voulons aussi clarifier les compétences de chacun.

Alors que notre Région a joué un rôle déterminant dans les domaines de la formation, de l'enseignement, de la recherche, des transports, du sport, de la culture et de l'aménagement du territoire, de nombreuses compétences continuent à être exercées par l'Etat et les collectivités. C'est le cas, en particulier, en matière économique où la Loi du 13 août 2004 a refusé de reconnaître aux régions un rôle de chef de file.

Cet enchevêtrement de compétences et la nécessaire réforme des finances locales appellent une nouvelle étape de la décentralisation.

Mais à un an du scrutin régional, c'est à un tout autre exercice que nous sommes conviés par médias interposés, l'association des Maires de France, celle des Départements de France et celle des Régions de France ayant été écartées de la concertation.

Il s'agirait en effet, simplement, de modifier les modes de scrutin des élections locales et d'établir une confusion entre les régions et les départements, destinée à les affaiblir.

Découpages et fusions de régions sont par ailleurs évoqués.

C'est ainsi que des informations persistantes et insistantes font état d'un éclatement de la Picardie, l'Oise étant rattachée à l'Île de France, la Somme au Nord-Pas-de-Calais, le sort de l'Aisne restant incertain, montrant là tout l'intérêt que lui porte l'Etat.

Pour nous, c'est trois fois non, tant sur le fond que sur la forme.

Parce que nous sommes pétris de l'histoire de la Picardie.

Parce que nous croyons à la pertinence de ce territoire et à la cohérence des politiques régionales qui y sont menées pour répondre aux attentes quotidiennes de nos concitoyens et préparer leur avenir.

Parce qu'enfin, on ne touche pas à la destinée d'une communauté sans pour le moins la consulter.

Solennellement, nous le disons au Président de la République, à son Gouvernement et à tous ceux qui sont prêts à brader notre Région : Touche pas à ma Picardie !

Nous appelons tous les Picards à se mobiliser, s'exprimer et faire savoir par tous les moyens leur attachement à leur Région.

Nous vous invitons à signer et à faire signer la pétition en ligne et à proposer, le cas échéant, un vœu à votre conseil municipal (un modèle de vœu est joint à ce courrier).

En vous assurant que nous sommes déterminés à défendre notre belle région, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les plus cordiaux.

Pour le collectif «Touche pas à ma Picardie»

Philippe Massein, Président de la commission Finances du Conseil régional de Picardie,

Laurence Rossignol, Vice-présidente du Conseil régional de Picardie (Vie associative),

Didier Cardon, Vice-président du Conseil régional de Picardie (Formation),

Michèle Fuselier, Vice-présidente du Conseil régional de Picardie (Aménagement du Territoire).

Signez la pétition en ligne sur <http://www.touchepasamapicardie.fr>